

Le mouvement prolétarien dont nous avons besoin

L'appel qui suit est une invitation lancée à tous les révolutionnaires, militantes, prolétaires, de même qu'à tous les collectifs ou groupes d'extrême-gauche au Canada qui aspirent à construire un véritable mouvement prolétarien. Un mouvement pour contester la bourgeoisie, les capitalistes et leur pouvoir, un mouvement qui relancera la lutte des classes sur des bases totalement nouvelles. C'est une invitation à débattre et à discuter des propositions contenues dans cette déclaration et qui établissent quelques perspectives communes, unificatrices et mobilisantes au Canada dans l'année à venir. Cet appel, initié par le Parti communiste révolutionnaire (PCR-RCP Canada), sera discuté lors du *Congrès révolutionnaire canadien* qui se tiendra dans la région de Toronto le 11 décembre prochain. Tous ceux et toutes celles qui sont intéressés à y participer peuvent s'inscrire en écrivant à info@pcr-rcp.ca.

LA CRISE EST CELLE DU CAPITALISME... ET ELLE VA CONTINUER !

Le capitalisme, c'est l'exploitation et la misère. Cette vérité toute simple révèle et met en relief toute l'instabilité du système : les crises font place à de nouvelles crises, les baisses marquées aux expansions qui semblent sans limite, les progressions éclair suivies de chutes spectaculaires.

Il y a quatre ans, le document soumis lors du premier Congrès révolutionnaire canadien qui s'est tenu à Montréal pour impulser la mise sur pied du Parti communiste révolutionnaire disait ceci : « *Une suite de crises de surproduction va rompre les équilibres les plus fragiles. À travers le monde, des crises partielles de surproduction vont ponctuer les prochaines années. Surproduction dans le bâtiment en Chine. Bulle de l'immobilier en Amérique du Nord. Surproduction de biens manufacturés (dite "surchauffe de l'économie" des PED). Étirement dangereux de l'endettement des ménages et limitation de la consommation des masses. Crise partielle de surproduction dans l'industrie forestière au Canada, ou dans telle autre branche ailleurs. Surproduction à venir dans les matières premières qui alimentent les investissements en capital fixe, le bâtiment, les travaux publics et la production industrielle. Augmentation de la demande et hausse des prix de l'énergie, puis ralentissement de la production industrielle.* »

Deux années plus tard, l'équilibre fragile et instable du monde capitaliste était effectivement rompu, n'épargnant pas l'économie canadienne. Pour bien marquer l'histoire, la crise devait prendre naissance dans le « cœur de la bête », la citadelle la plus forte de l'impérialisme : les USA. Rapidement, l'économie mondiale s'est effondrée et l'éventualité d'une reprise suffisamment forte reste bien

improbable. À l'évidence, avec la crise s'ouvre une période de désordres, de turbulences, qui bousculeront toutes les alliances, briseront tous les points de repère et casseront toutes les habitudes.

Il ne faut pas se le cacher, ce qui est devant nous sera un des épisodes les plus dramatiques de la lutte des classes partout dans le monde et ici au Canada. En partant des plans de relance aux plans d'austérité, partout la fraternité de voleurs qu'est la bourgeoisie s'est mise à l'offensive contre le prolétariat. C'est en somme sa déclaration de guerre contre la majorité, contre le prolétariat, contre les peuples dominés du monde.

Déjà en Grèce, au Portugal et en Italie d'abord ; maintenant en France et en Grande-Bretagne, les États impérialistes ont déclenché l'offensive et mis la hache dans les dépenses sociales. Pour réussir à faire face aux attaques à venir, le prolétariat canadien devra apprendre à combattre. Combattre la bourgeoisie c'est certain, mais combattre aussi les limites et illusions qu'il entretient encore quant aux possibilités d'une meilleure répartition des richesses sous le capitalisme ; combattre les illusions quant au rôle de l'État, qui ne sera toujours qu'un instrument aux mains de la classe dominante. Il ne servira jamais la cause du peuple tant que le prolétariat n'aura pas le pouvoir. Toutes ces illusions sont autant de chaînes qui entravent les possibilités d'organisation et de combat du prolétariat et qui permettent aux collaborateurs du capital de se maintenir.

Il ne faut pas se surprendre des faiblesses actuelles du mouvement prolétarien, car le capitalisme ne produit pas que des marchandises : il produit aussi des idées. Des idées et des illusions qui se réalisent en actes, en pratiques, en organisations, en institutions et bien évidemment en représentations.

Une de ces illusions est de croire que l'économie mondiale est entrée en récession en 2008 à la suite de la crise immobilière américaine.

Les analystes de la crise ont naturellement pris comme point de départ l'effondrement du secteur bancaire et des marchés des valeurs mobilières comme la cause, comme épice de la crise. Bien que tous s'accordent sur la gravité de la situation, ils n'y voient qu'un phénomène isolé, limité aux seuls problèmes rencontrés dans le secteur financier. Ce faisant, presque sans exception, ils ignorent la longue et constante aggravation des problèmes de l'économie réelle.

Contrairement aux économistes qui parlent de la crise en termes de dysfonctionnements des marchés, c'est plutôt dans le fonctionnement normal des marchés qu'il faut chercher les réponses.

Dans les années 1970, on a assisté au renversement du cycle économique dans les pays capitalistes avancés : après une longue progression ayant suivi la Seconde Guerre mondiale, la période qui a suivi et qui se poursuit encore aujourd'hui, est caractérisée par un affaiblissement de longue durée du capitalisme.

Le cycle économique le plus récent a été le plus faible des 50 dernières années aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon et ce, malgré la relance parrainée par les États. Faute d'avoir les capacités de relancer l'économie une fois la bulle immobilière dégonflée, l'économie entière entrainé en récession. Selon l'Organisation mondiale du commerce, la croissance annuelle moyenne du PIB mondial dans les années 2001-2007 a été inférieure à celle de toute autre période comparable depuis 1950. Une seule exception, la période 1991-2000, mais celle-ci n'a jamais atteint les résultats du boom économique des années 1950 et 1960.

Cette incapacité du capitalisme à relancer la machine se vérifie au Canada. Bien avant la bulle immobilière, l'économie y avait amorcé un mouvement à la baisse, alors que la croissance du PIB passait de 4,06 % en 1971-1980, à moins de 2 % pour la période 2001-2010. (*World Bank World Development Indicators*, International Financial Statistics of the IMF, 2010)

Selon un rapport de l'OCDE publié en septembre 2010, la reprise de l'économie mondiale pourrait être plus lente que prévue, sans que l'on sache si cet « *essoufflement* » sera durable ou temporaire. La difficulté pour la bourgeoisie à maîtriser son propre mouvement vient confirmer que la présente crise est bien plus qu'une crise de surproduction cyclique. Elle est une extension de la crise profonde du mode de production capitaliste.

Sommairement, cette crise a dans ses premiers temps consisté dans la réduction rapide et catastrophique – presque un effondrement – des activités économiques dans lesquelles sont directement employés les travailleurs et travailleuses salariées, en particulier le prolétariat. La crise est principalement une crise de surproduction absolue de capital. Tout le reste, c'est-à-dire les crises d'ordre politique (dans les parlements, la politique intérieure et internationale), culturel (intellectuelle, morale), environnemental, ont été engendrées par cette crise du capitalisme. Elles en sont les dérivés et s'ajoutent à la crise générale pour l'intensifier davantage.

LA BOURGEOISIE EST À L'OFFENSIVE

Avec la crise, chaque capitaliste est dans l'obligation de chercher à augmenter le taux de plus-value et donc le taux d'exploitation. Les entreprises les plus faibles sont achetées ou bien disparaissent. Les prix des matières s'écroulent temporairement ou bien baissent. Naturellement, la tendance pour les salaires est de diminuer, alors que les emplois industriels les mieux rémunérés sont remplacés par des emplois moins bien payés. Ce phénomène vient s'aggraver sous la pression du chômage qui augmente. Mais cela ne suffit pas encore à sortir le capitalisme de la crise.

C'est ainsi que les États vont dans un premier temps adopter des plans à court terme de sauvetage du système financier et commencer à mettre en place des politiques permettant de redresser la situation, d'augmenter le taux de profit : c'est la période qui est devant nous. En effet, remettre la situation en ordre et augmenter le taux de profit (surtout lors des crises)

sont la principale préoccupation de l'ensemble des capitalistes, et par conséquent des États qui doivent assurer la reproduction de la société qu'ils organisent en y maintenant le plus possible les capitaux, les profits, les emplois, les moyens de production, etc. Pour chaque État, il s'agit de défendre et de s'assurer que ce ne soit pas ses propres capitalistes qui seront éliminés par la crise, mais ceux des autres.

Au Canada, ce mouvement offensif de défense des intérêts des capitalistes a débuté dans les années 1990, bien avant la crise, alors que sous la gouverne libérale, l'État a cessé d'être déficitaire, passant de déficits annuels (64 milliards en 1992) à une nouvelle ère d'excédents soutenus (28,6 milliards en 2001).

La restructuration de l'économie canadienne pour en arriver à générer des surplus est loin d'être anodine. En fait, elle consiste en une offensive généralisée de la bourgeoisie contre le prolétariat. Pour les capitalistes, il s'agit avant tout de mettre en place les conditions les plus favorables pour faire fructifier le capital, en s'assurant du meilleur taux de rendement.

Pendant sa période la plus florissante, le capitalisme a assuré sa stabilité par son apparente capacité à concilier le profit et une certaine prospérité économique pour la collectivité. Toutefois, une telle réconciliation a toujours été, dans le meilleur des cas, problématique pour la bourgeoisie, l'appauvrissement du prolétariat ayant été une condition essentielle pour maintenir la prospérité des capitalistes, si bien que l'illusion s'est avérée de plus en plus difficile à maintenir.

Les multiples formes de cette offensive sont connues et touchent tous les secteurs de la société, à partir des lieux de travail jusqu'aux régimes minceur imposés aux secteurs tant public que privé. Restructuration de l'assurance-chômage et utilisation du chômage comme outil de lutte contre l'inflation ; coupe et déclin des services publics et introduction de nouvelles tarifications qui se sont généralisées ; nouvelles réglementations du travail ; intervention de l'État lors des conflits du travail les plus importants pour forcer le retour au travail et interdire dans les faits le droit de grève.

Tandis que l'État procède à ces attaques, le prolétariat voit ses conditions de vie et de travail se dégrader. Ainsi, de 1997 à 2007, la croissance des salaires réels a été presque nulle, la rémunération horaire moyenne augmentant d'environ la moitié de 1 % par an ! Le 20 % des travailleurs et travailleuses les plus pauvres a subi une baisse nette de sa rémunération de 20 % en dollars constants, entre 1980 et 2005. Pour le second quintile, il y eut une maigre augmentation de 0,1 %.

Une des premières conséquences de la faible croissance des salaires a été l'obligation d'augmenter les heures travaillées. La semaine de travail moyenne des employées à salaire horaire était de moins de 31 heures dans la première moitié des années 1990. À partir de 1997, elle est passée à 31,5 heures et a été en moyenne légèrement au-dessus de cette marque à partir de 2007, pour atteindre 32,9 heures en 2009.

La baisse des revenus pour la majorité du prolétariat signifie un endettement de plus en plus important. Avec un taux d'épargne personnelle inexistant, la dette de crédit pour la consommation (excluant les prêts hypothécaires) est passée de 130 milliards en 1996, à 203 milliards de dollars en 2001 – une augmentation de 56 % sur cinq ans. Cette expansion n'a pas diminué, alors que de mars 2003 à mars 2008, le crédit à la consommation a augmenté de 65 %.

Contrairement aux années 1970 alors que le prolétariat avait connu deux décennies de croissance soutenue des salaires réels jumelée à un faible endettement, le prolétariat en 2010 se trouve dans un état beaucoup plus fragile, les deux dernières décennies ayant été des années d'appauvrissement.

Or, pour pouvoir réaménager les conditions nécessaires à la reproduction de la société capitaliste, en premier lieu la valorisation la plus complète du capital, la bourgeoisie devra couper encore plus dans ce qui n'est pas profitable pour elle : soit les salaires des prolétaires, et ce qu'elle consent en « dépenses publiques ».

La bourgeoisie canadienne devra faire marcher pleinement la mécanique de l'État, dont le rôle devient alors primordial. Car il n'y a que ce dernier qui peut user de la force afin d'imposer les changements qui aggraveront encore plus la situation du prolétariat au Canada.

DEMOLIR LES ECRANS DE FUMEE

Pour riposter à la mesure de ces attaques et surtout, pour progresser plutôt que de reculer vers plus d'exploitation, les prolétaires doivent nettoyer les écrans de fumée qui cachent la réalité de la bourgeoisie canadienne.

Parmi ces écrans, il y a cette idée que ce sont des multinationales venues d'ailleurs qui décident de l'économie canadienne ; que l'État canadien subit les diktats du FMI ou de la Banque mondiale et n'a plus de capacité d'agir ; que les capitalistes canadiens sont des joueurs qui comptent peu dans l'exploitation des pays pauvres. Il y a cette idée que les États-Unis décident pour nous et qu'il faut défendre « notre souveraineté », contre eux.

La vérité que nous démontre la vie réelle, c'est qu'au Canada, nous sommes pauvres et que les capitalistes canadiens eux, sont riches, immensément riches. La vérité, c'est qu'ils sont en plein contrôle de l'économie canadienne ; qu'ils possèdent plus d'avoirs à l'étranger que les capitalistes étrangers n'en ont ici. La vérité, c'est qu'ils figurent aujourd'hui en bonne place parmi les impérialistes qui détruisent, pillent et exploitent la population mondiale, d'un bout à l'autre de la planète. La vérité, c'est que l'État canadien et le Parlement, c'est à eux.

• La bourgeoisie canadienne, impérialiste et offensive

En rapport avec l'économie mondiale, l'impérialisme canadien est loin d'être un joueur inoffensif : il a des intérêts faramineux à protéger. Les entreprises canadiennes possèdent, et ce dans plus de 62 pays, des actifs avoisinant la

somme de 515 milliards de dollars, alors que les actifs que détiennent des sociétés étrangères actuellement au Canada atteignent la valeur de 500,8 milliards \$. Cela démontre le caractère offensif de l'impérialisme canadien : ses entreprises possèdent et contrôlent plus d'actifs dans l'économie mondiale que les entreprises étrangères ne le font au Canada.

Les capitalistes canadiens tiennent une place enviable au sein de club sélect des exploiters du prolétariat mondial. En 2004-2005, le Canada était le siège de 1 439 sociétés multinationales contrôlant 3 725 filiales étrangères, ayant sous leur gouverne 1 029 000 travailleurs et travailleuses à l'étranger, et générant des revenus de 385 milliards de dollars en ventes de biens et services.

Le Canada est un grand producteur mondial. En 2007, le produit intérieur brut du Canada était de l'ordre de 1 432 milliards en dollars américains, faisant du Canada la neuvième plus grande économie du monde.

En matière de commerce international, le Canada se classait au neuvième rang des exportateurs de marchandises dans le monde (soit 3 % des exportations totales), et neuvième au chapitre des importations.

Par ailleurs, on retrouve au Canada 72 entreprises qui se classent parmi les cinq plus importantes au monde dans leur champ de compétence en 2010, contre 33 en 1985. Ces entreprises de catégorie mondiale ont augmenté en nombre et en taille avec des revenus annuels moyens de 3,7 milliards de dollars, en hausse de 2 milliards de dollars par rapport au début des années 1990. Selon le magazine *Forbes*, en 2006, le Canada s'est classé cinquième de la liste des pays comptant le plus d'entreprises dans son « top 500 ».

L'impérialisme canadien est un important exportateur et concentrateur de capitaux. Les investissements directs canadiens à l'étranger surpassent les investissements étrangers au Canada.

La répartition des investissements du capitalisme canadien démontre par ailleurs qu'il est suffisamment fort pour s'étendre en dehors du marché régional et du bloc économique de la zone ALÉNA en adoptant une stratégie et une approche globale d'expansion et d'accumulation autonome.

Le Canada est aussi un concentrateur de capitaux dans la formation d'entreprises géantes :

- Barrick Gold Corporation, la plus grande entreprise minière mondiale dans le domaine de l'or (27 mines dans le monde entier sur les cinq continents) ;
- SNC-Lavalin, une des premières firmes d'ingénierie dans le monde (elle a des bureaux dans plus de 35 pays et travaille sur des projets dans plus de 100 pays) ;
- Bombardier, qui est dans le top 10 de la production d'avions ;
- Suncor Energy, Inc., une entreprise canadienne spécialisée dans l'extraction, la transformation et la distribution de pétrole. Elle et Syncrude Canada sont les deux seules

grandes entreprises à exploiter les sables bitumineux de l'Athabasca en Alberta ;

- Canadian Natural Resources Ltd. (pétrole et gaz naturel), classée 251^e au niveau mondial ;
- EnCana : en 2003 et 2004, elle est l'entreprise canadienne ayant dégagé le plus de bénéfices et a déclaré près de 6 milliards de dollars de profits en 2006 ;
- Petro-Canada et Suncor Energy ont annoncé la fusion de leurs activités, ce qui donnera naissance à un géant mondial de l'énergie dont la valeur totalisera environ 43,3 milliards de dollars.

L'impérialisme canadien est un concentrateur et un acheteur d'entreprises partout dans le monde. Au cours des récentes années, les capitalistes canadiens ont été des acquéreurs nets de compagnies étrangères. Mentionnons l'achat par la Banque Royale de Centura Banks aux États-Unis ; l'achat d'Adtranz (Allemagne) par Bombardier ; de Homestake Mining (USA) par Barrick Gold ; de Orion Gold (Australie) par Placer Dome (le Canada contrôle maintenant 25 % de la production aurifère en Australie) ; de Wisconsin Central (USA) par le Canadien National, etc.

L'impérialisme canadien, c'est aussi un capital financier puissant et extrêmement concentré. L'économie mondiale s'est transformée au cours des années, entraînant une réorganisation des rapports de force entre pays impérialistes et au sein des classes dirigeantes de chaque pays. Alors que dans l'après-guerre, les fractions industrielles et marchandes dominaient encore la classe dirigeante, c'est aujourd'hui le capital financier qui a le gros bout du bâton.

Les grandes banques canadiennes, qui ont intégré pendant les années 1990 la majorité des activités financières sur les marchés (les trusts et fiducies, les fonds communs de placement, les banques d'investissements, etc.), constituent maintenant de grands groupes financiers concentrés. Ils centralisent le petit capital, financent les dépenses externes d'accumulation, opèrent également une centralisation politique et décisionnelle au sein de la bourgeoisie canadienne. Ces groupes financiers ont un actif de plus de 1 700 milliards de dollars. Un tiers de leurs revenus provient de l'extérieur du Canada.

Ce capital extrêmement concentré permet à la bourgeoisie canadienne de contrôler pleinement l'économie du pays. Selon Statistique Canada, en 2005 (dernière année pour laquelle on possède des données), les entreprises canadiennes contrôlaient 87,4 % de l'exploitation minière, 61,1 % de la production de pétrole et gaz, 93,4 % des services publics, 95,1 % de la construction, 62,7 % du commerce en gros, 79,1 % du commerce au détail, 74,2 % du transport et entreposage et 84,9 % de la finance et des assurances.

À la lumière de ces faits et de la crise actuelle, on peut dresser les constats suivants :

1. Sur la scène internationale, l'État canadien, loin d'être à la merci des multinationales étrangères, défend ses propres intérêts, qui sont ceux d'une bourgeoisie canadienne forte,

concentrée et détentrice de richesses faramineuses, ici comme à l'étranger. Ce faisant, les capitalistes canadiens jouent un rôle significatif dans l'exploitation de millions de prolétaires, paysannes et paysans à travers le monde. En véritables impérialistes, ils pillent les économies des pays dominés en s'appropriant, grâce à leur énorme capital, les ressources naturelles, se moquant des dégâts qu'ils provoquent, tant en vies humaines qu'en désastres environnementaux.

2. Cette force – toujours relative car fondée sur un capital financier somme toute volatile – lui permet de jouer les « arbitres » dans la guerre des devises qui sévit actuellement au sein du G20.
3. Ici au pays, cet enrichissement de la bourgeoisie financière a déjà résulté en une détérioration des conditions des prolétaires et des exploités, qu'ils soient jeunes, vieux, immigrantes, réfugiés. Et cet enrichissement des capitalistes canadiens va continuer d'appauvrir et de laisser sur la touche un nombre grandissant de travailleuses et travailleurs. En centralisant son capital dans les secteurs à haut rendement en plus-value, la bourgeoisie canadienne a systématiquement abandonné les secteurs les moins « profitables » pour elle (secteur manufacturier, textile, automobile) et diminué le nombre d'emplois stables et à temps plein. Les capitalistes ne veulent pas « créer des emplois », ils veulent du « rendement ». Et aujourd'hui, ce rendement passe par des secteurs nécessitant une main-d'œuvre plus spécialisée, mais moins nombreuse. Pour la majorité des travailleurs et travailleuses, cela signifie moins de travail, plus d'incertitude, des changements d'emplois incessants, des salaires à la baisse, des conditions de vie qui se détériorent.
4. Le redéploiement du capital canadien vers des secteurs comme l'énergie et les mines a et aura des conséquences cruciales, notamment sur la question du contrôle du territoire, non seulement par rapport à d'autres puissances impérialistes mais également dans le Nord canadien, face aux peuples autochtones. Ceux-ci risquent de subir de nouvelles offensives de l'État canadien en vue de lui garantir la possession et l'exploitation des ressources naturelles enfouies dans leurs territoires. En un mot, une offensive pour un véritable pillage du Nord par les capitalistes canadiens.

Face à ces offensives tous azimuts de la bourgeoisie, comment ne pas se demander : avons-nous vraiment le mouvement qu'il faut pour résister ? Nous tous et toutes, qui nous portons à la défense des prolétaires et qui souhaitons un monde juste, égalitaire, sans classes et sans exploitation, avons-nous le mouvement qu'il faut pour transformer complètement ce cauchemar et renverser le pouvoir d'une bourgeoisie qui exploite et domine tout ? Quand on y regarde de près, il faut bien constater qu'on ne changera rien si on s'en tient au mouvement actuel.

L'ÉCHEC DE LA GAUCHE CANADIENNE RÉFORMISTE

Au Canada, en même temps qu'elle durcit son pouvoir, la bourgeoisie n'a pas encore résolu la crise de direction politique à laquelle elle est confrontée depuis déjà quelques années. Cette crise, qui s'est traduite récemment par l'élection de deux gouvernements minoritaires successifs, s'explique à la fois par la difficulté qu'éprouve la classe dominante à élaborer et appliquer une politique centrale qui reflète les intérêts communs des diverses fractions qui la composent (tout en tenant compte de leurs intérêts particuliers), et par la perte de crédibilité (de capital politique) des grands partis qui l'ont historiquement représentée.

Cette « désorientation politique » de la bourgeoisie touche particulièrement son flanc gauche, qui réunit les différents courants sociaux-démocrates se posant en alternative aux grands partis bourgeois.

En Europe, l'expérience de la social-démocratie au pouvoir a été désastreuse pour le prolétariat et les masses populaires. Elle a attaqué la classe ouvrière aussi féroce que les partis de la droite traditionnelle, auxquels elle se disait pourtant opposée. Elle a appliqué les mêmes politiques racistes et sécuritaires. Les sociaux-démocrates au pouvoir ont affiché une solidarité indéfectible avec la bourgeoisie des grands pays impérialistes en participant aux guerres et aux occupations qui ont marqué le début du siècle, que ce soit en Irak ou en Afghanistan.

Bien sûr, cette trahison de la social-démocratie n'est pas nouvelle : cela fait bien un siècle qu'elle s'est rangée à 100 % dans le camp de la bourgeoisie. Néanmoins, elle gardait un certain ascendant sur le prolétariat, en particulier sur les secteurs plus privilégiés en son sein, dans la mesure où elle pouvait encore apparaître comme apte à contenir les « excès » du capitalisme et à défendre une certaine idée du « bien commun » – ce pourquoi, d'ailleurs, la bourgeoisie l'entretenait comme *alternative* réaliste et crédible. Encore fallait-il que le capitalisme lui offre la possibilité de jouer ce rôle.

Or, les exigences de rentabilisation du capital, la concurrence inter-impérialiste dans le contexte de la mondialisation et l'accentuation de la guerre économique entre les diverses bourgeoisies nationales ont fortement réduit la marge de manœuvre de la social-démocratie. Celle-ci ne peut plus vraiment prétendre « civiliser le capital » et conférer un « visage humain » au pouvoir bourgeois. Tout ce qu'elle peut proposer, c'est d'agir en meilleur gestionnaire du capital et de son appareil d'État.

Au Canada, si l'élection fédérale d'octobre 2008 lui a permis de réaliser le deuxième meilleur score de son histoire en termes de sièges obtenus (37, sur un total de 308), le Nouveau parti démocratique ne progresse plus. Ayant été au pouvoir dans cinq des dix provinces canadiennes, le NPD a largement eu l'occasion de démontrer que ses prétentions à gouverner au profit des « gens ordinaires » (si tant est qu'elles existent encore) sont au mieux illusoire, et au pire hypocrites.

S'il peut encore servir de refuge aux électeurs et électrices déçus du Parti libéral, le NPD n'apparaît plus comme porteur d'un projet de société qualitativement différent du modèle canadien traditionnel. Plus que jamais auparavant, le NPD se positionne comme un parti apte à diriger l'État bourgeois et à faire valoir la « façon canadienne » de faire les choses. Le problème, pour lui, c'est qu'il n'a aucune chance de gagner une élection et de prendre le pouvoir à Ottawa dans un avenir prévisible. Le meilleur scénario qu'il puisse espérer, c'est celui d'une coalition avec le Parti libéral, et peut-être éventuellement le Bloc québécois, dans laquelle il jouerait un rôle de partenaire mineur, comme celle qui a fait long feu en décembre 2008 sous la férule du chef libéral de l'époque, Stéphane Dion. C'est dire à quel point l'avenir est bouché pour ce parti.

Le NPD en est réduit à vouloir faire son fonds de commerce des mêmes thèmes que ceux traditionnellement utilisés par les conservateurs : la loi et l'ordre, la bonne gestion des fonds publics, les « valeurs canadiennes », etc. Le 26 juin dernier, à l'occasion de la tenue du sommet du G20 à Toronto, son chef Jack Layton fut l'un des premiers personnages publics à condamner le « vandalisme inacceptable et criminel » des manifestants et manifestantes et à offrir son soutien au chef de police Bill Blair, juste avant que ce dernier donne l'ordre à ses hordes de cochons de partir à la chasse aux jeunes habillés de noir dans les rues de Toronto. Cela en dit long sur ce qu'est devenue la section canadienne de l'Internationale socialiste.

Le NPD a toujours été un parti bourgeois, dont les volontés de transformation sociale n'ont jamais dépassé l'horizon du capitalisme. Mais il fut un temps où il pouvait prétendre, au moins dans une certaine mesure, refléter l'aspiration de bien des gens à une société égalitaire, plus ou moins apparentée au socialisme. Ce n'est vraiment plus le cas.

L'évolution du NPD s'est faite en parallèle avec celle du mouvement syndical canadien, avec qui il partage d'ailleurs une même base sociale et organisationnelle. Il y a longtemps que les grands syndicats canadiens (l'on ne parle pas nécessairement, ici, des syndicats locaux dans leur totalité) ne défendent plus les intérêts des travailleurs et des travailleuses. Dans une étude fouillée parue en 1994¹, le groupe Action socialiste (l'ancêtre du PCR) avait déjà démontré à quel point le mouvement syndical canadien était devenu un auxiliaire du grand capital. Quinze ans plus tard, c'est devenu une évidence.

On cherche encore l'ombre de l'embryon d'une riposte digne de ce nom depuis l'émergence de la récente crise, qui a pourtant bouleversé les conditions de vie et de travail de centaines de milliers de prolétaires à travers le pays. Des secteurs industriels complets ont été mis à mal ; des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses ont perdu leur emploi. Les capitalistes ont profité de la crise pour imposer des reculs majeurs aux travailleurs et aux travailleuses :

¹ *Perspectives pour le prolétariat canadien* (texte du groupe Action socialiste), novembre 1994. En ligne : <http://www.pcr-rpc.ca/pdf/perspectives.pdf>.

baisses de salaire, augmentation des heures de travail, exigences de flexibilité et d'une précarité accrues, etc. Mais jamais les grands syndicats ne se sont opposés à ce que les capitalistes rejettent le fardeau de leur crise sur le dos des travailleurs et des travailleuses ; au contraire, ils ont appuyé les prétendus « plans de relance » des gouvernements bourgeois, qui ont consisté pour l'essentiel à détourner des milliards de dollars provenant principalement des impôts prélevés sur les salaires ouvriers pour en faire cadeau aux capitalistes.

L'idée que les travailleurs et les travailleuses partagent un intérêt commun avec les capitalistes – que le sort des esclaves salariés dépend de la bonne fortune de leurs maîtres – est tellement ancrée dans la tête et le discours des dirigeants du mouvement syndical qu'il ne leur est jamais venu à l'esprit que la déroute du système capitaliste pouvait être l'occasion d'une rupture avec le système d'exploitation.

L'absence d'une riposte ouvrière décente et l'incapacité absolue du mouvement syndical à formuler un discours cohérent face à la crise confirment le point de vue exprimé dans le programme du PCR à l'effet que le mouvement syndical canadien, dans son ensemble, ne représente plus les intérêts fondamentaux des travailleurs et des travailleuses et qu'il est devenu un instrument aux mains des capitalistes pour contrôler et mater la classe ouvrière.

De manière générale, la gauche canadienne reste profondément marquée par le nationalisme bourgeois. L'idée que le Canada est une sorte de « colonie » par rapport à l'impérialisme US, qu'il s'agit d'un « petit pays » dont les politiques sociales et économiques s'en distinguent et que l'ennemi principal du prolétariat canadien se trouve en quelque sorte « à l'étranger » – rien n'est plus faux, comme on vient de le voir – a toujours fait des ravages au sein de la gauche canadienne. Elle a contribué à ce qu'elle se positionne comme auxiliaire de l'impérialisme canadien. Elle a marqué l'évolution du Parti communiste canadien dès les années 1930 et continue à fonder la politique de ce parti révisionniste. Dans les années 1960 et 1970, la nouvelle gauche inspirée par la révolution culturelle chinoise et la lutte anti-révisionniste n'a pas réussi à se départir de cette tare (voir l'influence de la « théorie des trois mondes » sur le Parti communiste ouvrier et le soutien que celui-ci a apporté au renforcement de l'armée canadienne, afin d'affermir « l'indépendance du Canada »). La même idée a également lourdement influencé les courants de gauche au sein du NPD, en particulier le « Waffle », dont le nom complet affichait d'ailleurs cet objectif : *Movement for an Independent Socialist Canada*.

Au Québec, la gauche a traditionnellement souffert du même vice. Mais du fait de l'influence de la question nationale, son identification à la bourgeoisie nationale s'est portée vers la bourgeoisie francophone et l'État québécois. Au Québec, l'espace politique occupé par le NPD dans le reste du Canada l'a été par le Parti québécois, bien qu'il ne se soit jamais vraiment défini comme un parti social-démocrate – au mieux a-t-il prétendu afficher un « préjugé favorable aux travailleurs » au lendemain de son élection en 1976.

Tout comme ce fut le cas avec le NPD en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et en Nouvelle-Écosse, l'expérience du Parti québécois au pouvoir a permis de révéler sa vraie nature. Entre 1976 et 2003, le PQ a dirigé l'État québécois pendant deux périodes successives de neuf ans chacune, pendant lesquelles il a montré clairement dans quel camp il se situait : coupures dans les programmes sociaux, adoption de lois antisyndicales, soutien au libre-échange et à la mondialisation, etc. En 1990, alors qu'il formait l'opposition officielle, c'est même lui qui a appelé le premier au déploiement de l'armée canadienne contre la nation mohawk, à l'occasion du soulèvement de Kanehsatake.

Le nationalisme – québécois ou canadien – qui caractérise la gauche d'un bout à l'autre du pays l'a d'ailleurs conduit à adopter une position *social-impérialiste* à l'égard des nations autochtones opprimées, à qui elle a toujours nié le droit à l'autodétermination (qui inclut nécessairement le droit à la sécession). Une nouvelle gauche réellement révolutionnaire et prolétarienne doit rompre avec cette déviation et au contraire, reconnaître ce droit si elle veut renverser l'État canadien et atteindre ses objectifs de libération et d'émancipation.

Un immense vide politique

À l'heure actuelle, la classe ouvrière canadienne souffre de l'immense vide politique créé par l'insignifiance des forces qui l'ont traditionnellement dirigée et représentée. Ce vide, personne n'a encore réussi à combler. Bien qu'elle ne soit pas systématique ni généralisée, il existe pourtant une volonté de lutte au sein du prolétariat – une volonté de combattre les capitalistes et leur système. Mais cette volonté s'exprime encore difficilement et ne trouve pas son expression politique.

De plus en plus de travailleurs et de travailleuses rejettent la démocratie de pacotille et les partis qui se contentent d'agir dans le cadre du parlementarisme bourgeois. Le besoin d'une *alternative*, d'une réponse globale et cohérente à la faillite d'un capitalisme destructeur et moribond, n'a jamais été aussi criant que maintenant.

Ce vide politique, certains veulent le combler en tentant de recréer ce qui a déjà existé. Le NPD n'est plus ce qu'il était et déçoit de plus en plus ? Alors il faudrait créer une sorte de « NPD nouveau et amélioré » : lutte pour l'indépendance du Canada, pour l'extension de la démocratie bourgeoise, pour le retour à « l'État providence », le tout, dans le cadre électoral et parlementaire. Le Parti québécois n'a plus le même ascendant sur les masses populaires ? Alors le temps serait venu de se ranger dans le camp d'un nouveau parti (Québec solidaire) qui se propose de faire de l'État bourgeois québécois un État indépendant, au service du « bien commun », toutes classes confondues.

Ces projets reposent sur les mêmes vieilles illusions qui se sont avérées si néfastes pour le prolétariat canadien et ont contribué à son affaiblissement, voire sa quasi-disparition politique. Ils ne tiennent pas compte de ce qui a changé au Canada et dans le monde, ni des développements du système

capitaliste mondial, qui démontrent que l'époque de l'État providence est bel et bien terminée.

À l'automne 2000, plus de 700 militantes et militants de la gauche ontarienne se sont réunies à Toronto. Dans le cadre d'une conférence intitulée *Rebuilding the Left*, les organisateurs souhaitaient l'émergence d'un nouveau type de mouvement anticapitaliste, « un "mouvement structuré" de la gauche, un nouveau type d'organisation politique qui soit plus qu'une simple coalition, mais moins qu'un parti » (« a "structured movement" of the Left; a novel type of political organization that is something more than a coalition but less than a party »)².

Au Québec, un processus similaire était alors en cours avec le Rassemblement pour l'alternative progressiste et le Parti de la démocratie socialiste, qui ont par la suite donné naissance à l'Union des forces progressistes, et le mouvement Option citoyenne de Françoise David. Contrairement au projet *Rebuilding the Left*, ce processus a abouti à la formation d'un nouveau parti en 2006, Québec solidaire. Mais celui-ci se veut néanmoins quelque peu différent des partis traditionnels ; il se présente comme un parti « des urnes et de la rue » et vise à offrir un « débouché politique » aux divers mouvements sociaux.

Cette gauche en reconstruction doit évidemment tenir compte des divers mouvements de résistance qui sont apparus depuis la fin des années 1990, avec l'émergence du mouvement « altermondialiste ». On parle donc (enfin, pas toujours ouvertement, électoralisme oblige...) d'anticapitalisme, d'anti-impérialisme et de lutte contre le patriarcat. Mais au fond, la perspective reste la même : une *alternative politique* qui agira sur le terrain électoral, *dans le cadre du système actuel*, avec pour objectif de prendre la direction de l'État bourgeois pour en faire quelque chose de « mieux » ou pire encore, pour tenter de le ramener à ce qu'il était auparavant – ce « bon vieil État qui prenait soin de tout le monde, et pas juste des riches » (sic).

Cette vision idéaliste est encore présente dans les rangs de la *Greater Toronto Workers' Assembly* – un rassemblement de la « gauche militante torontoise », qui a été créé à l'automne 2009. Un peu comme *Rebuilding the Left*, le groupe se propose d'aller « au-delà de la politique des coalitions et des réseaux » et souhaite contribuer à l'émergence « d'une nouvelle forme de politique » (« to create a new politics »)³. Certains y voient déjà l'embryon d'un parti municipal ou provincial, tout en concédant que cela demeure pour le moment prématuré dans le contexte torontois ou ontarien.⁴

² Sam Gindin, « Comment: Rebuilding the Left: Towards a Structured Anti-Capitalist Movement », *Studies in Political Economy* 64, printemps 2001, p. 91.

³ Greater Toronto Workers' Assembly, *Vision Statement* (adopté le 16 janvier 2010). En ligne : <http://www.workersassembly.ca/vision>.

⁴ Xavier Lafrance, « Fondation de la Greater Toronto Worker's Assembly: vers un renouveau de la gauche militante torontoise », le 26 janvier 2010. En ligne : <http://www.pressegauche.org/spip.php?article4204>.

Les promoteurs de ces diverses alternatives entretiennent une confusion des genres : on y retrouve une conception traditionnelle de l'État et du pouvoir, mais qui cohabite avec une volonté de « dynamiser les mouvements sociaux ». C'est ce qui rend possible une certaine convergence avec des courants anarchistes, pour qui les mouvements font foi de tout et qui négligent de poser la question de l'État.

Mais la question demeure : avec qui, pour qui et pourquoi les mouvements sociaux – ou les mouvements de résistance – existent ? Ce dont les travailleurs et les travailleuses ont besoin actuellement, ce n'est pas de recréer ce qui a déjà existé et failli. Nous avons besoin d'une **rupture** avec ces stratégies du passé. Nous avons besoin d'un nouveau mouvement de classe qui s'appuie sur les plus exploités d'entre nous, qui unifie l'ensemble des opprimés, qui s'attaque aux fondements du système d'exploitation, qui adopte des formes d'action qui correspondent aux exigences du moment et qui, ce faisant, **pose la question du pouvoir**.

La nouvelle lutte des classes au Canada : un nouveau mouvement prolétarien et révolutionnaire

Au Canada, le pouvoir politique de la bourgeoisie se matérialise au gouvernement. Le parlement, incluant tous les partis qui y siègent, est foncièrement uni derrière la défense et la protection des capitalistes et du capital canadien, d'abord et avant tout. L'appareil démocratique dont la bourgeoisie s'est dotée ne sert pas à autre chose. Son armée, qu'elle soit en Afghanistan ou en sol canadien, ne sert pas à autre chose. Sa police – comme on l'a trop bien vu lors du G20 à Toronto ! – ne sert pas à autre chose. Sa justice, quand elle traite en criminels les réfugiés, les autochtones, les opposants anti-impérialistes, tout en laissant en liberté les banquiers et les fraudeurs capitalistes, ne sert pas à autre chose. Son parlement, qui vote ces mesures, ne sert pas à autre chose.

Le prolétariat, lui, comme classe exploitée, cherche la façon de s'opposer, de se défendre, de résister, et pourquoi pas, de changer véritablement le système. Alors qu'il le faudrait conscient, combatif, puissant, dynamique, jamais le prolétariat canadien n'a été aussi absent, faible, mal défendu, passif, pessimiste. Sa fraction la plus « organisée » – les syndicats, les diverses organisations de gauche réformiste, la plupart des organisations populaires et même, la plupart des groupes communistes, trotskystes, marxistes-léninistes – est incapable même d'imaginer agir en dehors du cadre légal imposé par la bourgeoisie. Cette fraction, pourtant la plus organisée, se limite dans les faits à l'action politique bourgeoise.

Cette incapacité à agir en dehors du cadre imposé par la classe dominante a fait en sorte que le prolétariat n'a pas d'autonomie politique face à la bourgeoisie. Pas de parti prolétarien à l'échelle de tout le pays, et peu d'action politique et encore moins révolutionnaire dans ses grandes organisations de masse.

Lorsqu'elles existent, les organisations de défense du prolétariat n'ont pas d'autres perspectives que de s'opposer au pire. Et avec à peine 30 % (4,5 millions) de travailleurs et travailleuses syndiqués au Canada – dont une part significative dans le secteur public, c'est plus de 10 millions de prolétaires qui ne bénéficient même pas d'une organisation pour se regrouper et se défendre dans leur milieu de travail.

Pour les autres, les lieux traditionnels de luttes, que ce soient les syndicats, les groupes populaires, les groupes communautaires sont de plus en plus institutionnalisés, récupérés par l'État, ou pire, de plus en plus « intéressés » par la sauvegarde du capitalisme : certains syndicats sont devenus eux-mêmes des gestionnaires de fonds d'investissement qui font passer leur rendement avant la sauvegarde des emplois.

Dans tous les cas, le « mouvement » syndical est devenu... immobile. Il est incapable d'agir en dehors du cadre imposé par la bourgeoisie. Il défend la loi avant de défendre les travailleurs ; la « démocratie » bourgeoise avant le droit de se révolter. Il défend le capital avant de défendre le travail. Dans les milieux populaires et communautaires, les groupes sont trop submergés par les services « de première ligne » à donner à une couche de plus en plus importante de prolétaires réduits à la misère, pour seulement songer à la lutte politique. À l'évidence, leur structure et leur mode actuel d'organisation ne permettent pas au prolétariat de s'éduquer à l'action révolutionnaire, à une action qui lui permettrait de véritablement transformer le rapport de forces actuel, où la bourgeoisie conserve tous les avantages. Même les communistes qui font du travail parmi les organisations de masse se limitent à l'action syndicale ou communautaire.

Sur le terrain politique, c'est encore pire. C'est comme si le seul horizon possible se limitait au parlement et aux institutions du système capitaliste, entièrement contrôlés et gérés par la bourgeoisie. Pourtant, jamais, dans toute l'histoire du parlementarisme canadien, les prolétaires – classe largement majoritaire dans la société – n'ont pu y exister comme force politique. Lorsqu'ils s'y sont manifestés, ce fut toujours sous une forme marginale, voire accidentelle, rendant impossible tout changement à la « démocratie parlementaire ». Jamais rien pour faire peur. Mais ô combien utile à la bourgeoisie, classe minoritaire, pour cautionner son régime – sa dictature ! – et lui donner le titre de « démocratique ». Le plus « progressiste » de l'histoire de NPD n'a pas fait autre chose ; Amir Khadir avec Québec solidaire à l'Assemblée nationale au Québec, ne peut pas faire autre chose. Les 1 ou 2 % de voix que peuvent au mieux totaliser les quelques partis se prétendant marxistes, trotskistes ou communistes ne peut faire plus, ni mieux que cela.

Il n'y a pas de place au parlement canadien pour les pauvres, pour les immigrantES, les exploitéES et encore moins pour les autochtones. Dans les faits, la démocratie bourgeoise, c'est l'exercice de sa dictature sur les prolétaires. Dire le contraire, c'est refuser de voir la réalité que nous renvoie, depuis plus d'un siècle, l'histoire de la démocratie parlementaire au pays. Entre 1867 et 1921, seuls les propriétaires de biens, les religieux, les membres des professions libérales et les

enseignants avaient droit de vote. C'est cette part de la population qui a forgé les deux seuls partis de gouvernement de l'histoire du Canada et le système parlementaire actuel. Le parlement canadien est le reflet de cette histoire.

Les femmes, les ouvriers, les autochtones en étaient exclus. Après les femmes et les ouvriers, les Canadiens d'origine asiatique n'ont eu le droit de vote qu'en 1948 et les Autochtones, en 1960 !

En intégrant en son sein la petite-bourgeoisie agricole, en disciplinant les leaders et les organisations des classes populaires et en réprimant la classe ouvrière, ses luttes et son parti, le Parti communiste d'alors, la bourgeoisie s'est fort bien adaptée au suffrage universel dans les années 1920. Car rappelons-nous : le Parti communiste canadien – aujourd'hui inexistant, pacifié, inoffensif – était alors illégal ! Justement parce qu'il défendait résolument le prolétariat, comme il ne l'a plus jamais fait par la suite. Justement parce qu'elles menaient des luttes frontales contre la bourgeoisie, des organisations révolutionnaires de la classe ouvrière étaient alors réprimées et interdites, en vertu du *War Measures Act*. Ces organisations existaient donc et menaient leurs luttes, leurs grèves, leurs marches, en dehors du cadre imposé par la bourgeoisie. Même si elles n'ont pu s'incarner dans une organisation politique conséquente, ces luttes, ces grèves et ces marches constituent néanmoins un héritage 100 fois plus héroïque et inspirant que toutes les expériences parlementaires ou électorales qui se sont succédées depuis.

La voie électorale dans les États impérialistes et au Canada, a été et continue d'être une voix sans avenir pour les prolétaires, et ils et elles le savent de plus en plus. La baisse constante et historique du taux de participation aux élections, dans les sociétés capitalistes avancées, exprime en bonne partie cette réalité. En l'an 2000, alors que ce taux atteignait un plancher historique de 61 %, Elections Canada avait commandé une étude au Centre de recherche Décima. Celui-ci constatait alors que l'immense majorité des non-votants interrogés alors avaient donné comme raisons : une attitude négative à l'égard des politiciens, du gouvernement, des candidatES, des partis et/ou des chefs ; l'inutilité de leur participation ou le « manque de compétition ».

Qui aujourd'hui, parmi les progressistes honnêtes, parmi les militantES engagéES du côté des prolétaires et des pauvres et surtout, parmi ceux et celles qui se disent révolutionnaires, oserait leur donner tort ?

Il faut au contraire, s'appuyer sur ce sentiment réel et juste du point de vue des couches exploitées. Il faut le transformer en force politique agissante, plutôt qu'en défaitisme passif. Il faut le mettre au service du mouvement de changement, plutôt que le ramener dans le giron de la bourgeoisie. Il faut, tant dans les luttes immédiates que dans la lutte pour la révolution et la transformation sociale, construire l'action politique prolétarienne et rompre avec l'action politique bourgeoise.

En ce sens, chaque geste, chaque action des forces qui se revendiquent du prolétariat et qui se disent solidaires des nations autochtones, doit être en rupture avec tout ce qui

renforce la bourgeoisie. Le rôle des révolutionnaires, des progressistes, des militantes et militants qui se rangent du côté des prolétaires, c'est d'appuyer, développer et organiser les mots d'ordre et les actions qui permettent **d'affaiblir la bourgeoisie et de construire l'unité de tout le prolétariat canadien et des nations autochtones**. C'est un point de départ essentiel, que de rompre avec la bourgeoisie et ses appareils de domination. C'est le premier geste à poser quand on veut faire la révolution et mettre fin au capitalisme.

C'est sur la base de ces points de rupture que nous devons aujourd'hui, **relancer une nouvelle lutte des classes au Canada**.

Cette lutte existe déjà du côté de la bourgeoisie. Elle la mène depuis longtemps, avec ses capitalistes, ses politiciens, ses parlementaires, ses hauts fonctionnaires, son appareil judiciaire, sa police, son armée. Aujourd'hui puissante et dominante, c'est elle qui contrôle et gère le système capitaliste.

Nous devons faire revivre le prolétariat canadien dans la lutte des classes, en unissant les jeunes exploités, les sans-emploi, les étudiantEs pauvres ; les femmes prolétaires ; les travailleurs et travailleuses, les immigrantEs pauvres et de toute nationalité, les réfugiés et les sans-statut ; et les nations autochtones. Cette unité dans la lutte contre la bourgeoisie et son système est indispensable. C'est elle qui permettra au prolétariat d'exister comme force politique consciente et agissante, qui seule pourra véritablement menacer l'ordre capitaliste, ébranler le pouvoir bourgeois et le remplacer par un nouveau pouvoir, prolétarien, communiste et révolutionnaire.

Nous devons relancer une nouvelle lutte des classes au Canada et développer l'action révolutionnaire prolétarienne :

- **En unifiant les forces prolétariennes** partout au pays, sur la base de cette rupture d'avec la politique bourgeoise et pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme et pour le communisme ;
- **En développant l'appui aux luttes des nations autochtones** contre l'État canadien et en reconnaissant leur droit inconditionnel à l'autodétermination ;
- **En dénonçant l'impérialisme canadien et ses entreprises** qui exploitent, pillent et détruisent, par la guerre ou l'exploitation économique ;
- **En appelant à la défaite de tous les impérialistes dans le monde**, par la défense et le soutien aux guerres populaires.

Pour développer cette action révolutionnaire prolétarienne et la rendre réelle, l'assemblée du Congrès révolutionnaire canadien est appelée à adopter les perspectives suivantes :

1. Une campagne pan-canadienne de boycott des prochaines élections fédérales :

Boycottons les élections !, c'est un mot d'ordre qui n'a rien de passif. Porté par les forces combattives du prolétariat, porté

par des militantEs engagéEs dans le combat pour la révolution et la destruction du système capitaliste exploiteur, c'est un mot d'ordre de lutte contre ce qui sera autrement une défaite annoncée, contre l'apathie et l'indifférence.

C'est un mot d'ordre qui construit l'unité entre tous les prolétaires, qu'ils et elles soient jeunes, vieux, immigrantEs, réfugiés.

C'est un mot d'ordre qui nous unit avec les couches les plus combattives parmi les nations autochtones, qui refusent de reconnaître dans le parlement canadien autre chose que l'organisateur de leur exploitation.

C'est un mot d'ordre qui, porté par les forces les plus conscientes du prolétariat, permet de lui proposer une véritable action politique : l'action révolutionnaire du prolétariat. Cette action doit absolument exprimer de façon consciente et unifiée, d'abord et avant tout, le rejet de la politique bourgeoise. En organisant des actions, par des assemblées, par des manifestations, par la diffusion massive de tracts, par la publication de journaux, l'affichage à l'échelle de tout le pays, cette action révolutionnaire pose un véritable danger, une vraie menace à l'appareil de domination de la bourgeoisie, en en révélant aux yeux du plus grand nombre la nature injuste et profondément minoritaire. Alors qu'appeler au vote pour un candidat qui récolte 1 % n'ébranle en rien la démocratie bourgeoise, le boycott conscient, organisé et actif permet de se poser en **véritable** mouvement de contestation de l'ordre bourgeois dans ce qu'il a de plus conscient, combatif, puissant, dynamique et... révolutionnaire. C'est apprendre la démocratie prolétarienne.

On peut bien, comme le flanc gauche de la bourgeoisie (ou le flanc droit du prolétariat, mais le résultat est le même) reprocher à ceux et celles qui ne votent pas de faire le jeu de la droite. On peut bien vouloir redresser la bourgeoisie parlementaire en réclamant la proportionnelle. Dans un cas comme dans l'autre, que ce « parti unique » soit bicéphale ou tricéphale, qu'il se compose d'un gros corps obèse et totalitaire libéralo-conservateur et de deux flancs : un flanc gauche et un flanc droit plus ou moins visibles selon les circonstances, cela compte finalement assez peu. Ce qui compte vraiment, c'est que dans tous les cas, les mêmes intérêts règnent, à la fois au gouvernement et dans l'opposition. Peu importe la représentation parlementaire, la nature du parlement elle, reste la même.

2. Un appel à des manifestations révolutionnaires du Premier mai à Montréal et Toronto en 2011 :

Depuis plusieurs années, le Parti communiste révolutionnaire s'allie à différentes forces à l'occasion du Premier mai et participe activement à une manifestation anti-capitaliste et révolutionnaire à Montréal. Conséquence de l'abandon systématique par les syndicats de la tradition internationaliste et révolutionnaire du Premier mai, cette initiative doit se propager à d'autres villes canadiennes, comme symbole d'unité du prolétariat combatif.

3. Appel à former des comités prolétariens d'action révolutionnaire partout où cela est possible en Ontario et ailleurs au Canada. Ces comités :

- participeront à la rédaction et à la diffusion d'un journal pancanadien au service du prolétariat et des masses opprimées ;
- relaieront et organiseront localement les campagnes mises de l'avant par le CRC (boycott des élections, Premier mai révolutionnaire) ;
- appuieront les guerres populaires en Inde, aux Philippines et au Népal ;
- établiront des liens avec les organisations et/ou militantes autochtones présentes dans leur milieu ;
- seront l'embryon d'un nouveau mouvement prolétarien qui se déploiera dans différents milieux, auprès des jeunes, des femmes, des ouvriers et ouvrières de toute origine.

4. Faire du journal *Le Drapeau rouge/The Red Flag*, un journal pan-canadien dont le but est de propager le communisme et la révolution dans les milieux prolétariens au Canada :

Depuis plus de 15 ans, le journal *Le Drapeau rouge* cherche à construire et organiser les milieux prolétaires en faisant connaître leurs luttes, en popularisant les mots d'ordre anti-capitalistes et révolutionnaires, en répandant les points de vue communistes et en défendant les guerres populaires et les luttes des peuples dominés. Un tel journal est indispensable pour unifier et organiser les forces révolutionnaires autour de mots d'ordre et de campagnes qui auront un réel impact partout au pays. Le Bureau d'information politique du PCR, qui publie ce journal, invite tous les militantes révolutionnaires à y contribuer et à le diffuser d'un bout à l'autre du pays.

Des perspectives à soutenir, un mouvement à créer, une lutte de classes à construire !

En adoptant ces propositions et mots d'ordre, le Congrès révolutionnaire canadien marquera une véritable rupture d'avec une gauche qui ne répond plus aux exigences de la lutte pour défendre le prolétariat et les couches opprimées, que ce soit ici même au Canada, ou ailleurs.

Cette lutte exige un mouvement qui apprendra à lutter et se battre. C'est cela, défendre les masses opprimées, les prolétaires et les exploités. Ce sera tout le contraire de la politique bourgeoise, où la démocratie n'existe pas pour les pauvres.

Nous y apprendrons à lutter, à s'organiser, à agir et à participer à l'action révolutionnaire sous toutes ses formes.

Nous ne séparerons plus les luttes immédiates de celle, politique, pour faire la révolution contre la dictature bourgeoise des capitalistes.

Nous irons dans tous les milieux prolétariens par la propagande et des actions révolutionnaires.

Nous préparerons une nouvelle lutte des classes au Canada !

(Texte soumis par le comité du Congrès révolutionnaire canadien)